
CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES



Maître d'Ouvrage
CENTRE REGIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES DE BOURGOGNE FRANCHE COMTE 32 avenue de l'Observatoire 25000 BESANCON

Objet du marché
Mission d'étude de faisabilité et d'élaboration d'un pré programme relatives à la restructuration et la réhabilitation du Restaurant Universitaire Duvillard à BELFORT (90)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 OBJET DE LA CONSULTATION	4
1.2 DEFINITION DES PARTIES CONTRACTANTES.....	4
1.3 ORDRES DE SERVICE	5
1.4 LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
ARTICLE 2 - NATURE ET CONTENU DE LA MISSION	6
ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE	8
3.1 TEXTES REGLEMENTAIRES DE REFERENCES.....	8
3.2 DOCUMENTS PARTICULIERS CONTRACTUELS	8
ARTICLE 4 - PRIX.....	9
4.1 CONTENU DES PRIX.....	9
4.2 MOIS D'ETABLISSEMENT DU MARCHE	9
4.3 VARIATION DU PRIX	9
4.4 TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE.....	10
ARTICLE 5 - AVANCE – GARANTIE DE PAIEMENT.....	10
5.1 MONTANT DE L'AVANCE	10
5.2 BENEFICIAIRES.....	10
5.3 CONDITIONS DE VERSEMENT DE L'AVANCE.....	11
5.4 REMBOURSEMENT DE L'AVANCE	11
ARTICLE 6 - REGLEMENT DES COMPTES	11
6.1 ECHEANCIER DES ACOMPTE.....	11
6.2 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT D'ACOMPTE	11
6.3 DEMANDE DE PAIEMENT FINAL	12
6.4 MODALITES DE REGLEMENT.....	13
ARTICLE 7 - DELAIS ET PENALITES	14
7.1 DELAIS D'EXECUTION ET PENALITES.....	14
7.2 VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE	15
ARTICLE 8 - CONFIDENTIALITE DES RESULTATS et PROPRIETE INTELLECTUELLE	15
8.1 CONFIDENTIALITE.....	15
8.2 PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	16
ARTICLE 9 - Suspension des prestations du titulaire	17
ARTICLE 10 - RESILIATION DU MARCHE	17
10.1 RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL	17
10.2 RESILIATION DU MARCHE AUX TORTS DU MAITRE D'ŒUVRE	17
ARTICLE 11 - ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE.....	18

ARTICLE 12 - CESSIION OU NANTISSEMENT DE CREANCE.....	18
ARTICLE 13 - LITIGES.....	19
ARTICLE 14 - DEROGATION AU CCAG-PI 2021	19

ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 OBJET DE LA CONSULTATION

Le CROUS Bourgogne Franche Comté (BFC) est un établissement public administratif rattaché au Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Il a pour mission d'améliorer les conditions de vie des étudiants hors enseignements, de favoriser leur épanouissement et leur parcours vers l'autonomie et l'emploi. Dans ce dessein, il intervient dans les domaines de la restauration, de l'hébergement, de l'action sociale et de la vie étudiante.

Dans le domaine particulier de la restauration, le CROUS BFC compte 23 structures, 11 restaurants universitaires et 12 structures de ventes à emporter. 11000 repas sont servis chaque jour. Environ 300 agents participent à la production et distribution de ces repas.

Il existe trois restaurants universitaires (RU) sur le Nord Franche Comté (NFC). Le RU « Duvillard » est situé sur le Campus de Belfort au sein d'une résidence éponyme sise à la même adresse, dans le bâtiment central. Une entrée commune dessert ce dernier ainsi que 2 bâtiments connexes de logements étudiant.

Dans ce bâtiment central, les surfaces affectées au Service Restauration sont réparties de façon inégale sur ses 3 niveaux. Au sous-sol, sont implantés les quais de déchargement, des surfaces de stockage, les bureaux et vestiaires des personnels de restauration et les espaces de cuisine (préparations froides et chaudes). Au RdC, une cafétéria. A l'étage, sont implantées les zones de distribution des repas (self) ainsi qu'une grande salle de restauration collective. Les deux espaces de restauration composant ce RU représentent un total de 295 places assises.

Cette construction de 1968 est devenue extrêmement coûteuse à l'entretien et au fonctionnement.

Aujourd'hui, elle nécessite un important travail de réhabilitation et de restructuration qui doit permettre au CROUS de :

1. réaliser des économies de fonctionnement dans la gestion du bâtiment et des installations techniques ;
2. offrir un confort d'usage optimisé pour l'ensemble des utilisateurs de ces espaces : étudiants, personnels de restauration et d'autres services, hôtes temporaires, etc ...
3. augmenter le nombre de places de restauration ;
4. mettre le bâtiment aux normes d'accessibilité aux personnes en situation de handicap.

Les scénarios proposés devront s'inscrire dans l'enveloppe financière prévisionnelle et créer les conditions de la maîtrise des futures charges d'exploitation.

Tout en optimisant le service rendu à l'étudiant, le programmiste axera notamment ses études vers la maîtrise des charges, en axant ses études vers les économies d'énergie, la baisse des charges de maintenance, l'optimisation du travail et de l'organisation des espaces.

1.2 DEFINITION DES PARTIES CONTRACTANTES

Le présent marché est conclu entre le Maître d'Ouvrage présenté ci-dessous, ci-après dénommé « la Maîtrise d'ouvrage » ou « MOA », et le titulaire.

1.2.1 La maîtrise d'Ouvrage

Le maître d'ouvrage au sens des dispositions du code de la commande publique est :

CENTRE REGIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES 32 avenue de l'Observatoire 25000 BESANCON

Le maître d'ouvrage est représenté par Madame Christine LE NOAN, en sa qualité de directrice générale du CROUS de Bourgogne Franche-Comté.

1.2.2 Le titulaire

La personne physique représentant le Titulaire, responsable du bon accomplissement des missions et tâches, objet du présent marché, est nommément désignée à l'article 3 de l'Acte d'Engagement du présent marché.

En cas de groupement, le mandataire sera l'unique interlocuteur de la MOA.

Le titulaire a l'obligation d'aviser immédiatement au Maître de l'ouvrage le remplacement d'un membre de l'équipe de qualification et d'expérience au moins équivalentes et d'en communiquer le nom et les titres dans un délai de 8 jours.

Le remplacement est considéré comme accepté si le Maître d'Ouvrage ne le récuse pas dans un délai de 21 jours à compter de la réception de l'avis.

En cas de récusation de remplaçant, la MOA peut soit offrir au prestataire un délai de 8 jours pour désigner un autre remplaçant soit résilier le marché aux torts du prestataire.

Le défaut d'accord sur le second remplaçant ou le non-respect de la procédure décrite ci-avant expose le prestataire à la résiliation du marché à ses torts.

Durant la période de validité du présent marché, les mandataire, cotraitant(s) ou sous-traitant(s) ne peuvent participer à la réalisation de prestations d'études concernant l'opération du présent marché,

Cette restriction est susceptible de s'étendre aux filiales, entreprises du même groupe, maisons mères et holdings éventuelles, dès lors qu'il pourrait en résulter un réel conflit d'intérêt.

1.3 ORDRES DE SERVICE

Le maître de l'ouvrage contrôle et dirige le contrat par l'émission d'ordres de service (O.S.) tels que définis à l'article 3.8 du CCAG P.I. Les ordres de service sont datés, numérotés, signés et transmis au titulaire par voie électronique à l'adresse indiquée dans l'acte d'engagement.

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le maître d'ouvrage prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception :

- Remise contre récépissé daté
- Echanges dématérialisés ou supports électroniques dans les conditions suivantes : par mail à l'adresse renseignée dans l'acte d'engagement ; le titulaire devra en accuser réception par mail sous 48 heures. A défaut, la date de réception sera prise comme étant le jour ouvrable suivant la date d'envoi du mail.
- Tout autre moyen permettant d'attester la date et l'heure de réception.

1.4 LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le lieu d'exécution des prestations est : 2 rue Ernest Duvillard, 90000 BELFORT.

ARTICLE 2 - NATURE ET CONTENU DE LA MISSION

Le marché à tranches est conclu en application des articles R. 2113-4 à R. 2113-6 du Code de la commande publique.

Le présent marché se décompose en une tranche ferme et une tranche optionnelle, conformément à l'article R.2113-4 du Code de la commande publique :

➤ **TRANCHE FERME : Etude de faisabilité et pré programme**

Faisabilité : cette phase a pour but d'évaluer la faisabilité technique, architecturale et économique de plusieurs solutions (scénarios) complètes, tout en intégrant l'ensemble des contraintes (continuité de service, phasage de l'opération, chômage technique...). Elle porte sur les orientations présentées par le maître d'ouvrage dans le cahier des charges technique.

Cette phase comprendra à minima les prestations suivantes :

- a) Etablissement d'un état des lieux ;
- b) Elaboration d'une analyse fonctionnelle, urbanistique, architecturale et technique du bâti existant
- c) Elaboration de plusieurs scénarii répondant aux attentes du maître d'ouvrage et démontrant la viabilité du projet.

Afin de mesurer la faisabilité des propositions, chaque scénario devra faire apparaître :

- un schéma fonctionnel (esquisse de faisabilité) du bâtiment, et une notice fonctionnelle,
- une présentation des forces et des faiblesses par rapport aux besoins exprimés,
- une estimation des coûts d'investissement (travaux) et de fonctionnement (entretien et maintenance),
- un planning global prévisionnel, permettant une réalisation des travaux de restructuration et de réhabilitation du restaurant universitaire sur une année universitaire maximum. Le titulaire devra à ce titre proposer toutes les optimisations calendaires au regard des règles de la commande publique.

Pré programme : après l'examen par le maître d'ouvrage des solutions présentées dans l'étude de faisabilité et prise de décision à caractère définitif par celui-ci sur un scénario, intervient la phase d'élaboration du pré programme, qui met en forme définitivement la solution retenue.

Cette phase permettra d'approfondir les éléments constitutifs de l'étude de faisabilité selon la liste suivante :

- éléments de programme de restauration ;
- implantation (surface de bâtiment, des cours et voies de desserte) ;
- descriptif des surfaces par fonction ;
- définition des locaux / schémas fonctionnels / liaisons organiques ;
- bâtiment : base de l'étude, descriptif sommaire, fiche estimative ;
- matériel : définition, fiche estimative ;
- étude des coûts liés à la production pendant la période des travaux ;
- frais de fonctionnement (compte d'exploitation prévisionnel) ;
- éléments de performance énergétique et d'accessibilité, fiche estimative,
- planning global prévisionnel de l'opération.

➤ **TRANCHE OPTIONNELLE : Elaboration du programme fonctionnel – programme technique détaillé**

Après validation du pré programme par le maître d'ouvrage, le titulaire établira le programme fonctionnel – programme technique détaillé qui, traduisant concrètement tous les besoins, contraintes et exigences, permettra alors la consultation du marché de maîtrise d'œuvre.

L'objectif est de détailler au mieux les attentes et les contraintes pour servir de base à la maîtrise d'œuvre lors des études. Sauf en cas de nécessité, ce document définira les objectifs à atteindre

plutôt que les moyens à mettre en œuvre, afin de laisser suffisamment de leviers au maître d'œuvre pour étudier des propositions.

Sur cette base, le titulaire devra être attentif à la rédaction des aspects fonctionnel et techniques du programme et des fiches « locaux » (prestations techniques, ...).

Ce programme comportera les pièces suivantes :

- a) Données générales
 - Note de présentation générale
 - Fiche signalétique du projet
- b) Enjeux et choix
 - Objectifs et stratégies
 - Options organisationnelles
- c) Les finalités
 - Organisation d'ensemble
 - Objectifs particuliers
 - Fonctionnement
 - Liste des locaux avec pour chaque local la surface utile et équipements, immeubles et mobiliers
 - Bilan de surface S.U. / S.D.O.
- d) Les données et contraintes associées
 - Environnement physique
 - Textes réglementaires
 - Contraintes réglementaires du site
 - Sécurité et sûreté
 - Contrainte particulière de réalisation
- e) Exigences techniques et architecturales principales
 - Exigence de qualité et de performance des ouvrages
 - Exigence d'équipement par local

Le titulaire en profitera pour conforter, via une note spécifique :

- L'estimation financière de l'opération
- Planning de l'opération des études et travaux

Cette tranche est considérée achevée à la validation du programme technique et fonctionnel par le maître de l'ouvrage. Ce programme doit pouvoir être utilisé comme cahier de charge de maîtrise d'œuvre, sans aucune ambiguïté.

ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

3.1 TEXTES REGLEMENTAIRES DE REFERENCES

Le titulaire doit respecter l'ensemble des dispositions législatives, réglementaires ainsi que les normes en vigueur.

Les documents sont réputés connus du titulaire.

3.2 DOCUMENTS PARTICULIERS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (A.E) et son annexe, dans leur dernière version suite à mise au point éventuelle du marché :
 - Annexe 1 : Décomposition du prix global et forfaitaire
- En cas de groupement, la décomposition du prix global et forfaitaire par tranche et par co-traitant ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe :
 - Annexe 1 : Délais de remise des documents et pénalités de retard
- Le cahier des charges et ses annexes :
 - Annexe 1 : Compte d'exploitation du restaurant universitaire Duvillard
 - Annexe 2 : Extrait plan cadastre
 - Annexe 3 : Relevés topographiques
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI 2021)
- Le mémoire technique
- Le dossier plans de l'existant :
 - Plans bâtiments*
 - Restaurant Duvillard – Plan de l'existant sous-sol
 - Restaurant Duvillard – Plan de l'existant RDC
 - Restaurant Duvillard – Plan de l'existant étage 1
 - Restaurant Duvillard – Plan de l'existant coupes
 - Restaurant Duvillard – Plan de l'existant façades S&E
 - Restaurant Duvillard – Plan de l'existant façades N&O
 - Restaurant Duvillard – Plan de l'existant tous niveaux
 - Plan des bâtiments d'hébergement (A et B) en cours de consultation
 - Plans des réseaux et diagnostics*
 - Page de présentation
 - Diagnostic des installations CVC
 - Plan de recollement chauffage 3 niveaux
 - Plan de recollement plomberie 3 niveaux
 - Plan de recollement ventilation 3 niveaux
 - Lot électricité – Etat des lieux tous niveaux
 - Plan des réseaux EU EV
 - Rapport état réseaux EU EV
 - Diagnostics amiante et plomb en cours de consultation
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du marché, les pièces ci-avant prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées.

NB : Tous les diagnostics qui seront réalisés par le maître d'ouvrage en cours d'exécution de ce marché, sont réputés contractuels.

ARTICLE 4 - PRIX

4.1 CONTENU DES PRIX

Le présent marché est passé pour un montant forfaitaire dont le prix est révisable, suivant les modalités fixées à l'article ci-dessous.

Ce forfait comprend tous les frais liés aux déplacements pour les réunions de travail nécessaire à la bonne exécution de l'opération. Pour la réalisation de ses études, le titulaire devra prendre en considération les avis émis dans le cadre des réunions avec les représentants du Crous.

Le forfait comprend également la rémunération versée au titre des droits de propriété intellectuelle.

La décomposition du prix est jointe en annexe à l'Acte d'Engagement du présent marché.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG PI, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix :

En cas de cotraitance, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

Dans l'hypothèse où le titulaire est un groupement, la rémunération au titre des droits de propriété intellectuelle est incluse dans les montants identifiés dans la répartition entre cotraitants présentée en annexe 1 au présent acte d'engagement.

En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

Ce forfait est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

4.2 MOIS D'ETABLISSEMENT DU MARCHE

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois M0 défini dans l'acte d'engagement.

4.3 VARIATION DU PRIX

Le présent marché est passé à prix révisable. L'index de référence est l'index ING - ingénierie.

La révision est effectuée par application au prix des prestations d'un coefficient de révision C_n résultant de la formule suivante :

$$C_n = 0,15 + 0,85 * (I_{m-6} / I_{m0-6})$$

dans laquelle :

- I_{m-6} correspond à la valeur prise de l'index ING au mois (m) d'exécution des prestations moins 6 mois
- I_{m0-6} correspond à la valeur prix de l'index ING au mois (m0) moins 6 mois

Il n'y aura pas de révision provisoire. Pour éviter la révision provisoire puis définitive des prix, la valeur de l'index est décalée de 6 mois.

Pour les éléments de mission pour lesquels un délai d'exécution est fixé dans l'acte d'engagement, la valeur finale de l'index est appréciée au plus tard à la date contractuelle de réalisation des prestations ou à la date effective de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

En cas de passation d'un avenant, les prix établis par l'avenant sont établis aux conditions économiques en vigueur au mois d'établissement de l'avenant. La clause de révision ci-dessus s'appliquera avec un mois M_0 correspondant au mois de signature de l'avenant par le titulaire du marché – 6 mois.

4.4 TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans l'acte d'engagement sont exprimés en distinguant le montant hors taxes et le montant de la TVA, au taux conforme à la législation en vigueur.

ARTICLE 5 - AVANCE – GARANTIE DE PAIEMENT

5.1 MONTANT DE L'AVANCE

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché ou de la tranche affermie est supérieur à 50 000 €.HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois. Cette avance est calculée sur la base du montant du marché public diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Pour les marchés d'une durée supérieure à 12 mois, le montant de l'avance est égal à **5 %** de la somme égale à 12 fois le montant initial TTC du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

5.2 BENEFICIAIRES

Lorsque le marché est passé avec un prestataire (contractant) unique, avec des prestataires groupés conjoints ou, éventuellement, avec des sous-traitants ayant droit au paiement direct, les dispositions réglementaires sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le titulaire ou le mandataire et, à celles exécutées par chaque cotraitant ou sous-traitant ayant droit au paiement direct.

Les modalités de détermination du montant des avances à verser au prestataire, aux cotraitants ou sous-traitants s'appliquent alors au montant TTC des prestations réalisées par le titulaire, par chacun des cotraitants conjoints ou chacun des sous-traitants ayant droit au paiement direct.

Le sous-traitant qui demande à bénéficier de l'avance est soumis à l'obligation de présenter, en contrepartie de l'avance qu'il demande, une garantie à première demande d'un montant équivalent à cette avance, dans les mêmes conditions que celles applicables à l'entrepreneur principal.

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG PI, pour la détermination du montant de l'avance d'un sous-traitant, il sera fait application des modalités de calcul précisées aux articles R2191-6 à R2191-10 du code de la commande publique, en retenant le montant TTC en prix de base des prestations sous-traitées fixé dans l'acte spécial.

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG PI, la demande de versement d'avance présentée par un sous-traitant doit être transmise par le titulaire du marché ou le mandataire en cas de groupement.

En cas d'agrément d'un sous-traitant en cours d'exécution, si le titulaire, mandataire ou cotraitant du marché a perçu une avance, la part d'avance correspondant à la partie du marché sous-traitée sera prélevée, que le sous-traitant demande ou non une avance, sur les sommes qui lui sont dues sur la ou les demandes de paiement présentées après la date d'agrément du sous-traitant concerné.

Si les sommes restantes dues au titulaire, mandataire ou cotraitant ne permettent pas, lors de la présentation de la demande d'agrément du sous-traitant concerné, le remboursement de l'avance sur la part du marché sous-traitée, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité soit de limiter la sous-traitance en conséquence, soit de refuser l'agrément du sous-traitant.

5.3 CONDITIONS DE VERSEMENT DE L'AVANCE

Le versement de l'avance est subordonné à la constitution d'une garantie à première demande, ou d'une caution personnelle et solidaire. L'article R2191-39 du code de la commande publique, relatif aux garanties, prévoit lorsque le titulaire est un groupement conjoint, que chaque membre fournit une garantie correspondant à l'avance qui lui est consentie. Si le mandataire du groupement conjoint est solidaire, il peut constituer la garantie à première demande pour la totalité de l'avance.

Nota : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées à l'article R2193-19.

5.4 REMBOURSEMENT DE L'AVANCE

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

ARTICLE 6 - REGLEMENT DES COMPTES

En cas de groupement, le mandataire a seul, la capacité pour présenter les demandes de paiement

6.1 ECHEANCIER DES ACOMPTES

Les acomptes seront payés sur la base du forfait de rémunération figurant à l'acte d'engagement et son annexe.

Le règlement des sommes dues, au titre du présent marché, au titulaire fait l'objet d'acomptes, dans les conditions suivantes :

Tranche ferme

- | | |
|--|------|
| ▪ Après présentation de l'étude de faisabilité au maitre d'ouvrage | 30 % |
| ▪ Après validation d'un scénario par le maitre d'ouvrage dans le cadre de l'étude de faisabilité | 20 % |
| ▪ Après présentation du pré programme | 30 % |
| ▪ Après validation du pré programme | 20 % |

Tranche optionnelle

- | | |
|--|------|
| ▪ Après remise du programme technique et fonctionnel, de l'estimation financière de l'opération et du planning global prévisionnel | 70 % |
| ▪ Après validation du programme technique et fonctionnel, de l'estimation financière de l'opération et du planning global prévisionnel | 30 % |

6.2 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT D'ACOMPTE

Les acomptes et le solde du marché seront versés au titulaire en fonction de l'état d'avancement des prestations, selon les dispositions de l'article 11 du CCAG PI.

Le titulaire déposera impérativement via le portail Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr> sa demande de paiement à destination du maître de l'ouvrage. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Pour l'utilisation du portail Chorus Pro, le titulaire devra déposer les factures sur le n° de SIRET de l'établissement. Les codes CHORUS nécessaires au dépôt des factures sont les suivants :

- N° SIRET du CROUS BFC : 130 024 433 00018
- Code service : 1005
- N° d'engagement juridique (EJ) : communiqué à la notification du marché
- N° de marché : 2023-020-PI

Toutes les factures électroniques seront établies sur papier en-tête du titulaire et devront comporter, outre les mentions légales, les informations suivantes :

- Le numéro du marché et le cas échéant, le numéro de chaque avenant
- Les nom, SIRET et adresse du créancier
- Le numéro de compte bancaire ou postal à créditer tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- La désignation du destinataire de la facture
- Le « code service » permettant d'identifier le service exécutant, chargé du traitement de la facture, au sein de l'entité publique destinataire
- Le « numéro d'engagement juridique » destiné à faciliter le rapprochement de la facture par le destinataire
- La date d'émission de la facture
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture
- La date d'exécution des prestations
- La quantité et la désignation des prestations réalisées
- Le montant HT des prestations exécutées
- Le taux et le montant de la TVA : Si le prestataire est étranger (titulaire, cotraitant en cas de groupement, sous-traitant, il a l'obligation de présenter ses factures en Hors Taxes et d'y mentionner que « la TVA est due par le client identifié à la TVA en France en application de l'article 21-1-a de la 6e Directive ou l'article 283-1 du Code Général des Impôts. »
- Le montant TTC des prestations
- Les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies HT et TTC.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement d'acompte qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

6.3 DEMANDE DE PAIEMENT FINAL

Conformément à l'article 11.7 du CCAG PI 2021, le titulaire transmet son projet de règlement définitif après notification par le maître d'ouvrage de la décision d'admission de ses prestations, à l'achèvement de la mission.

6.4 MODALITES DE REGLEMENT

6.4.1 Modalités de paiements des cotraitants

La signature du projet de demande de paiement par le mandataire du groupement et l'ensemble des cotraitants vaut acceptation par ceux-ci de la somme à payer à chacun des cotraitants compte tenu des modalités de répartition des paiements dans le marché. A défaut, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'eux peut faire l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de demande de paiement, signée par le mandataire du groupement et le cotraitant concerné et indiquant la somme à régler par le Maître d'Ouvrage.

6.4.2 Modalités de paiements des sous-traitants

La signature du projet de demande de paiement par le mandataire du groupement et l'ensemble des cotraitants et sous-traitants vaut acceptation par ceux-ci de la somme à payer à chacun des sous-traitants. A défaut, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'eux peut faire l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de demande de paiement, signée par le mandataire du groupement et le cotraitant qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le Maître d'Ouvrage.

6.4.3 Délais de paiement/ Intérêts Moratoires

Le mode de règlement est le mandat administratif.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la demande d'acompte.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit, et sans autre formalité, au bénéfice d'intérêts moratoires, ainsi qu'au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dans les conditions découlant de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 à compter du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré du nombre de points en vigueur au moment du paiement. Les intérêts moratoires sont appliqués au montant des sommes dues y compris la taxe à la valeur ajoutée dans les conditions prévues dans les textes en vigueur.

ARTICLE 7 - DELAIS ET PENALITES

7.1 DELAIS D'EXECUTION ET PENALITES

7.1.1 DELAIS

Les délais d'exécution de chaque tranche sont indiqués ci-après. Ces délais d'exécution s'entendent hors période d'analyse et validation par le Maître d'Ouvrage mais comprennent les avis intermédiaires qui peuvent être demandés préalablement à la remise des versions finalisées de ces études.

La **date de démarrage** de ces délais et les délais sont fixés comme suit :

Délai Partiel	Objet	Origine du délai partiel	Durée du délai partiel
Tranche ferme	Etude de faisabilité	Notification du marché	3 mois et 15 jours
	Pré programme	Après la validation de l'étude de faisabilité	2 mois
Tranche optionnelle	Etablissement d'un préprogramme	Date fixée par ordre de service affermissant la tranche optionnelle	3 mois

7.1.2 PENALITES POUR RETARD

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG PI, en cas de retard dans la remise des documents identifiés dans chaque tranche, le titulaire subira sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour calendaire, est fixé dans l'annexe 1 du CCAP.

Tous les prix annoncés dans l'annexe 1 du présent CCAP s'entendent hors taxe.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, aucune exonération de pénalité ne sera appliquée.

Par dérogation aux articles 14.1.1 et 14.1.2 du CCAG PI, les pénalités seront appliquées sans mise en demeure préalable, et sans plafonnement.

Ne pourront conduire à pénalité :

- Les retards occasionnés par le défaut de réponse ou de décision du maître de l'ouvrage,
- Les éventuels retards d'obtention d'autorisations administratives, dès lors que le titulaire ne peut en être tenu pour responsable,
- Les conséquences de mise en redressement ou liquidation judiciaire d'entreprises intervenant sur l'opération.

7.1.3 PENALITES POUR ABSENCE AUX REUNIONS

Le titulaire convoqué aux différentes réunions, sous forme de COTECH ou COPIL, en cours d'exécution de chaque tranche du marché, est tenu obligatoirement d'y assister ou de se faire représenter par une personne compétente.

En cas d'absence non justifiée 48 heures avant la réunion, le titulaire subira une pénalité forfaitaire de 50 euros par absence. Cette pénalité est applicable sur simple constatation du maître d'ouvrage sans mise en demeure préalable.

7.2 VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE

7.2.1 Délais de vérification et décision du Maître d'ouvrage

Les délais de vérification par le maître d'ouvrage sont mentionnés dans le tableau ci-après et **dérogent aux dispositions de l'article 28.2 du CCAP PI.**

TRANCHE	Objet de la prestation	Délai de vérification et admission par le MOA
TRANCHE FERME	Etude de faisabilité	3 semaines
Etude de faisabilité et pré programme	Pré programme	3 semaines
TRANCHE OPTIONNELLE	Programme accompagné d'une estimation financière de l'opération et d'un planning global prévisionnel	1 mois et 15 jours
Programme technique et fonctionnel		

Pour chaque tranche, si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée au Titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme rejetée, **par dérogation à l'article 29 du CCAG-PI.**

Lorsque le maître d'ouvrage estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total. **Par dérogation à l'article 29.4.3,** le titulaire dispose d'un délai de 2 semaines pour reprendre sa prestation à compter de la notification de la décision par le maître de l'ouvrage.

En cas d'ajournement et **par dérogation à l'article 29.2,** le titulaire dispose d'un délai de 8 jours pour formuler ses observations et d'un délai de 15 jours pour reprendre sa prestation, à compter de la notification de la décision par le maître de l'ouvrage.

Le Maître d'Ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le titulaire des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

ARTICLE 8 - CONFIDENTIALITE DES RESULTATS ET PROPRIETE INTELLECTUELLE

8.1 CONFIDENTIALITE

Les dispositions suivantes annulent et remplacent les dispositions des articles 32, 33, 34 et 35 du CCAG-PI.

Toute information, quel qu'en soit le support, communiquée par l'une des parties à l'autre, à l'occasion du marché, ou à laquelle les parties pourraient avoir accès à l'occasion de ce marché, est soumise à une obligation de confidentialité. Les parties prennent toutes mesures particulières à la protection des documents et des supports de ces informations, quelle qu'en soit la nature ou la forme.

Chacune des parties s'interdit, notamment, toute communication écrite ou verbale ou toute remise de documents à des tiers sans autorisation écrite et préalable de l'autre partie. Les parties adoptent toute mesure propre à faire respecter les stipulations du présent article par leurs préposés et toute personne physique ou morale appelée par l'une ou l'autre à participer à l'exécution du marché, ainsi que par les tiers.

Les obligations résultant du présent article ne s'appliquent pas si le destinataire de l'information apporte la preuve que cette information, au moment de sa communication, est déjà en sa possession ou accessible au public. Elles cessent si le destinataire apporte la preuve que depuis sa communication cette information a été reçue par lui, d'un tiers, licitement et sans faire l'objet d'une obligation de discrétion ou de confidentialité ou est devenue accessible au public autrement que par violation des stipulations du présent article.

Les parties s'engagent à respecter leurs obligations résultant du présent article pendant toute la durée du marché et jusqu'à l'expiration d'un délai de 5 ans à compter de la date de prise d'effet de la dernière des dates ci-après :

- dernières des réceptions prononcées en vue du marché,
- résiliation du marché.

Chacune des parties assume la responsabilité de la violation de l'obligation de confidentialité que cette violation soit de son propre fait ou de l'un de leurs préposés ou de toute personne physique ou morale appelée par l'une ou l'autre des parties à participer à l'exécution du marché.

En cas de violation de l'obligation de confidentialité, la Maîtrise d'Ouvrage se réserve le droit, aux dépens du titulaire de résilier le présent marché dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG-PI.

Ne sont pas considérées comme confidentielles, pour la partie considérée, les informations dont elle est propriétaire, copropriétaire ou sur laquelle elle bénéficie d'un droit d'usage.

8.2 PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le présent article annule et remplace les dispositions de l'article 35 du CCAG-PI.

De convention expresse entre les parties, la Maîtrise d'Ouvrage est propriétaire des créations réalisées en exécution du présent contrat.

La Maîtrise d'Ouvrage détient tous les droits accordés aux auteurs par le code de la propriété intellectuelle.

A ce titre, le titulaire cède, à titre exclusif, à la Maîtrise d'Ouvrage, l'ensemble des droits de propriété intellectuelle sur les créations réalisées dans le cadre du présent contrat.

Les droits cédés comprennent l'application de l'article L. 131-3 du code de la propriété intellectuelle :

- pour le droit de reproduction : le droit de reproduire, sans limitation de nombre, tout ou partie des créations, sur tout support, connu ou inconnu, actuel ou futur, notamment support papier, optique, numérique, magnétique, ou tout autre support informatique ou électronique et de télécommunications ;
- pour le droit d'adaptation : le droit d'adapter, de faire évoluer, de réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements des créations de les maintenir, mixer, modifier, assembler, transcrire, arranger, numériser, amputer, condenser, migrer et étendre ;
- pour le droit de représentation : le droit de représenter, de diffuser, ou de faire diffuser les créations par tous moyens et/ou supports électronique, numériques, informatiques, de télécommunications connus ou inconnus à ce jour, et ce auprès du grand public ;
- pour le droit de distribution : la mise sur le marché à titre onéreux ou gratuit, y compris pour la location ou la vente des créations, en tout ou partie, par tout procédé et sur tout support connu ou inconnu à ce jour, et ce, pour tout public et sans limitation ;
- pour le droit d'usage : le droit de faire usage et d'exploiter à titre personnel ou au bénéfice de tiers, à titre onéreux ou gratuit, aux fins d'effectuer toute forme de traitement, à quelque titre que ce soit ;
- pour le droit d'exploitation : le droit de rétrocéder à des tiers, en tout ou partie, sous quelque forme que ce soit, notamment par une cession, une licence ou tout autre type de contrat, tout ou partie des droits cédés, à titre temporaire ou définitif ;
- pour le droit de destination : le droit de définir l'usage et le prêt sous toute forme.

Pour l'ensemble des droits susvisés, les vecteurs de communication et supports visés sont notamment la diffusion directe ou indirecte par tout moyen électronique, de télécommunications, satellitaire ou par câble, sous forme télévisuelle par voie hertzienne, terrestre, ou spatiale, analogique ou numérique, sous toute forme.

La présente cession des droits est réalisée au fur et à mesure de la réalisation des créations dans le présent contrat.

Les droits énumérés sont cédés irrévocablement au MOA pour toute la durée de protection des droits de propriété intellectuelle tels que prévus par le code de la propriété intellectuelle et pour le monde entier.

Le prix de la présente cession est compris dans le prix défini au présent contrat.

A la suite de la cession, le MOA pourra affecter toutes formules de propriété, telles que notamment « copyright CROUS » suivi de l'année ou « propriété exclusive du CROUS ».

Au titre de la présente cession, le titulaire ne détiendra plus aucun droit sur les créations.

Cession des droits de propriété intellectuelle dans le cas d'une sous-traitance

Le titulaire du marché s'engage, en cas de sous-traitance, à obtenir, dans la convention de sous-traitance, la cession ou la concession des droits de propriété intellectuelle sur les résultats réalisés par le sous-traitant, dans des conditions identiques à celles prévues dans le présent marché et lui permettant de rétrocéder ces droits au maître d'ouvrage à l'issue du marché.

Dans l'hypothèse où le titulaire du marché est un groupement de personnes, le mandataire du groupement s'engage, en cas de recours à la sous-traitance pour pallier la défaillance d'un membre du groupement dans l'exécution de ses prestations au titre du présent marché, à faire son affaire d'obtenir, dans la convention de sous-traitance, la cession ou la concession des droits de propriété intellectuelle sur les résultats réalisés par le sous-traitant, dans des conditions identiques à celles prévues dans le présent marché et lui permettant de rétrocéder ces droits au maître d'ouvrage à l'issue du marché.

ARTICLE 9 - SUSPENSION DES PRESTATIONS DU TITULAIRE

Dans le cas d'arrêt momentané des études ou d'une des opérations pour des causes non imputables au titulaire, le forfait de rémunération est renégocié uniquement si cet arrêt est supérieur à trois (3) mois pour tenir compte des incidences de l'allongement des délais sur les charges du titulaire. Les trois(3) mois s'apprécient par arrêt et non en cumulé. Un avenant fixe les nouvelles conditions de rémunération et d'exécution.

ARTICLE 10 - RESILIATION DU MARCHE

10.1 RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 40 du CCAG-PI et lorsque les conditions prévues à l'article 9 ci-dessus ne s'appliquent pas, sans préjudice de l'application des dispositions des alinéas 2 et 3 de l'article 40 du CCAG PI, l'indemnité de résiliation est fixée à 5 % du montant initial HT du marché diminué du montant HT non révisé des prestations reçues.

10.2 RESILIATION DU MARCHE AUX TORTS DU MAITRE D'ŒUVRE

En cas de résiliation pour faute il sera fait application des articles 27 et 39 du CCAG PI avec les précisions suivantes :

- le maître d'ouvrage pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 27 du CCAG PI. La décision de résiliation le mentionnera expressément. Dans ce cas, et par dérogation à l'article 41.5 du CCAG PI, la notification du décompte de résiliation par le maître d'ouvrage au titulaire doit être faite au plus tard deux mois après le règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations.

- le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.
- Par dérogation et en complément des articles 39 et 41.3 du CCAG PI, la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire est rémunérée avec un abattement de 10 %.

En complément des cas prévus à l'article 39 du CCAG-PI, le marché pourra aussi être résilié aux torts du titulaire dans les cas suivants :

- Non-respect des obligations résultant du présent marché, notamment des prestations précisées au CCAP, constaté par une mise en demeure établie par le maître d'ouvrage,
- Non-respect répété des obligations minima de présence,
- Non-justification d'une assurance au sens de l'article L.241-1 du Code des assurances,
- Inexactitude des renseignements mentionnés aux articles R2143-3 et R2143-4 du code de la commande publique ;
- Non remise tous les 6 mois suivant la notification du marché, des documents indiqués à l'article D.8222-5 du Code du travail.

En complément à l'article 39 du CCAG PI, en cas de non production dans les 8 jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus et du titulaire du marché, restée sans effet dans un délai fixé à 8 jours, le marché sera résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

ARTICLE 11 - ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE

Préalablement à la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire, et dans le cas d'un groupement, chaque membre du groupement, devra apporter la preuve qu'il bénéficie d'une couverture d'assurance de responsabilité civile couvrant les dommages matériels, corporels et immatériels consécutifs et non consécutifs causés aux tiers pendant et après l'exécution des prestations.

Le titulaire devra fournir, avant notification du marché, une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

Il devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire, si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par la Maîtrise d'Ouvrage, pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

ARTICLE 12 - CESSIION OU NANTISSEMENT DE CREANCE

Le titulaire peut céder ou nantir tout ou partie du présent marché à des établissements de crédit dans les conditions prévues aux articles R5191-45 à R2191-63 du code de la commande publique.

Le titulaire sera tenu d'en avertir le maître d'ouvrage.

Pour que cette opération de cession ou de nantissement soit opposable, le titulaire doit, après avoir reçu le certificat de cessibilité signé par le maître d'ouvrage, transmettre ledit document original au bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances. Ce dernier doit ensuite transmettre ce certificat de cessibilité au maître d'ouvrage afin que les créances objet de ladite cession ou dudit nantissement lui soient payées directement par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 13 - LITIGES

Les litiges qui pourraient naître entre les parties à l'occasion du présent marché, et qui n'auraient pas pu être réglés selon les modalités définies à l'article 43 du CCAG-PI, seront portés devant le Tribunal administratif de Besançon.

ARTICLE 14 - DEROGATION AU CCAG-PI 2021

- L'article 3.2 déroge à l'article 4.1 du CCAG-PI ;
- L'article 5.2 déroge à l'article 11.1 du CCAG-PI ;
- L'article 7.1.2 déroge aux articles 14.1, 14.1.1, 14.1.2, 14.1.3 et 14.1.3 du CCAG-PI ;
- L'article 7.2.1 déroge aux articles 28.2, 29, 29.2 et 29.4.3 du CCAG-PI ;
- L'article 8.1 déroge aux articles 32, 33, 34 et 35 du CCAG-PI ;
- L'article 8.2 déroge à l'article 35 du CCAG-PI ;
- L'article 9 déroge à l'article 22 du CCAG-PI ;
- L'article 10.2 déroge aux articles 39, 41.3 et 41.5 du CCAG-PI.